

Février 2015

Contrat de Partenariat pour la réalisation du Pôle d'Echange Multimodal Montpellier – Sud de France

Annexe 2

Projet de base

6.5 Plan d'Assurance Environnement chantier OF





CP – PEM – PARTIE 1 -PROPOSITION FINALE DE BASE
05 MAI 2014

Groupeement ICADE - FONDEVILLE
SECTION 2 MEMOIRE TECHNIQUE

6-CHAPITRE DEVELOPEMENT DURABLE
6.5 PLAN D'ASSURANCE ENVIRONNEMENT CHANTIER

Sommaire

1. Introduction.....	3
2. Limitation de l'impact sur l'environnement en phase Conception.....	4
2.1. L'emprise du Projet.....	4
2.2. L'intégration du Projet.....	4
2.3. Mise en place d'un « Chantier Vert »	4
2.4. Le milieu aquatique.....	4
2.5. L'assainissement	5
2.6. Les zones inondables	5
2.7. La protection des zones naturelles	6
2.7.1. Le suivi des zones naturelles	6
2.7.2. Protection de la faune et de la flore	6
2.8. Le traitement des nuisances acoustiques	7
2.9. Le respect du patrimoine	7
3. Limitation de l'impact sur l'environnement en phase travaux	8
3.1. En phase de préparation.....	8
3.2. En phase travaux.....	8
4. Organisation et moyens mis en place	10
4.1. Organigramme.....	10
4.2. La communication/l'interface	11
4.3. Les sous-traitants et cotraitants	11
4.4. Synthèse et bilan du PAE	11

1. INTRODUCTION

Cette présente note expose les principes des aménagements ainsi que les principales dispositions que le Groupement ICADE- FONDEVILLE s'engage à prendre en matière d'Assurance Qualité et notamment de protection et de valorisation de l'environnement lors de la réalisation des travaux puis lors de la maintenance.

Cette note est à associée avec le N°6.4 : Note sur la mise en place d'un « Chantier Vert ».

Les dispositions décrites dans cette note ne sont en aucun cas exhaustives et les mesures de protection de l'environnement seront définies précisément et complétées dans le cadre des différentes études techniques et procédures administratives d'autorisation à obtenir par le Groupement.

Les dispositions seront par ailleurs établies dans le respect des textes applicables tant au niveau national que communautaire, des dossiers d'enquête préalable à l'utilité publique, des dossiers des engagements de l'Etat, et en fonction des concertations menées par le Groupement.

Le Groupement s'engage ainsi à rendre public l'ensemble des études environnementales et à collaborer étroitement avec les différents organismes publics et des experts disposant des compétences scientifiques nécessaires pour mettre en œuvre les mesures destinées à préserver et valoriser l'environnement et le cadre de vie.

Le Groupement dans cet esprit s'appuiera sur les données et études d'impacts.

2. LIMITATION DE L'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT EN PHASE CONCEPTION

2.1. L'emprise du Projet

Nous nous engageons à limiter les effets d'emprise et à respecter les préconisations de RFF et de l'études d'impact.

Les réseaux de drainage et d'irrigation existants seront rétablis s'ils ne sont pas contraires aux mesures environnementales retenues pour la réalisation du Projet, en concertation avec les propriétaires et les exploitants et en respectant dans la mesure du possible les caractéristiques hydrauliques des ouvrages.

2.2. L'intégration du Projet

Le Groupement respectera l'ensemble des engagements de l'Etat relatifs aux démolitions et aux reconstructions de bâti.

Des engagements complémentaires pourront être pris au cours de la phase de concertation avec les collectivités locales, les riverains et RFF.

Au stade des études de conception, le Groupement élabore un Projet afin d'intégrer aussi bien les contraintes de terrassement, de construction, d'intégration, de végétalisation,... et limiter les impacts sur l'environnement (visuels, sonores, pollutions diverses lors de la construction et de l'utilisation, accès aisés, respect des protections existantes,...).

2.3. Mise en place d'un « Chantier Vert »

Le Groupement s'engage, dans le cadre des études de détails, à mettre en place un « Chantier Vert ». Les prescriptions pour un « Chantier Vert » -initié par l'ADEME- sont décrites dans le document 6.4 : Note sur la mise en place d'un « Chantier Vert ».

2.4. Le milieu aquatique

Le Groupement s'engage à respecter :

- ❖ Loi sur l'eau n°92-3 du 3 janvier 1992,
- ❖ Décrets d'application de la loi sur l'eau N°93-742 et 93-743 du 29 mars 1993.

- ❖ les objectifs de qualité assignés aux milieux aquatiques figurant dans le SDAGE,
- ❖ les objectifs de qualité assignés aux milieux aquatiques figurant Le SAGE
- ❖ le principe de non-dégradation de l'existant (circulaire du Ministère de l'écologie et du développement durable DE/MAGE/BEMA n° 05/14 du 28 juillet 2005).

Pour ce faire, le Groupement

- ❖ fera - au besoin - réaliser des analyses sur les eaux souterraines et superficielles concernées par le Projet.
- ❖ fera – au besoin - un état des lieux des cours d'eau concernés (régime des eaux, hydrobiologie,...)

En cas d'impact important et en fonction des analyses, le Groupement proposera des solutions afin de limiter les éventuelles dégradations des eaux en concertation avec les services chargés de la police des eaux, des missions interservices de l'eau et l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques.

Ces mesures de protection seront fixées par l'administration dans l'autorisation au titre de la police de l'eau en application des articles L.214-1 à 214-6 du code de l'environnement.

Les travaux donneront lieu à un ensemble de protections mises en œuvre et définies dans la note 6.4 : Note sur la mise en place d'un « Chantier Vert ».

2.5. L'assainissement

Le Groupement s'engage à respecter les objectifs en matière d'assainissement figurant dans le SDAGE, les (SAGE) et toute autre réglementation applicable.

Le dimensionnement du réseau de drainage et d'assainissement sera basé sur les débits calculés du Projet et fixés par le référentiel technique PPP qui présente des exigences particulières en zone méditerranéenne.

Le réseau sera associé à des dispositifs de protection des eaux, bassins d'écroulement et/ou de confinement avant rejet vers le milieu naturel.

2.6. Les zones inondables

Le Groupement s'engage à respecter les objectifs en matière d'assainissement figurant dans le SDAGE, les (SAGE) et toute autre réglementation applicable.

La création de zones importantes de parking, de voiries et de bâti va engendrer des propositions vis-à-vis du libre écoulement des eaux et des zones d'expansion des crues.

L'infrastructure et les ouvrages annexes seront conçus en vue d'assurer un impact non significatif : objectif de non aggravation des crues, de la durée de l'inondation et de son étendue.

2.7. La protection des zones naturelles

Le Groupement s'engage à respecter la réglementation sur la protection du milieu naturel :

- ❖ Loi n°95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'Environnement partiellement codifiée dans le Code de l'Environnement et le Code Rural.
- ❖ Loi relative à la protection de la nature n°76-629 du 10 juillet 1976 partiellement codifiée dans le Code de l'Environnement et le Code Rural.
- ❖ Code de l'Environnement et notamment ses articles L.122-1 et suivants et L.211-1 et suivants relatifs à la protection de la faune et de la flore.
- ❖ Loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie n°96-1236 du 30 décembre 1996.

2.7.1. Le suivi des zones naturelles

Le Groupement s'engage à suivre l'évolution des zones naturelles proches du site.

Le niveau et la durée des suivis des zones naturelles pendant les travaux seront définis en concertation avec les services de l'Etat compétents.

2.7.2. Protection de la faune et de la flore

Le Groupement mesurera l'impact sur la flore et la faune :

- ❖ grâce aux études existantes
- ❖ grâce à la réalisation – au besoin- d'autres études complémentaires en concertation avec le DREAL

Le Groupement modifiera en conséquence le Projet afin de limiter l'impact sur la faune et la flore environnante.

De manière complémentaire aux procédures préalablement engagées par RFF, le Groupement engage les procédures requises pour obtenir les autorisations nécessaires au titre des articles L. 411-1 et suivants et R. 411-1 et suivants du code de l'environnement et met en œuvre les mesures prescrites par le ministère chargé de l'environnement.

Des mesures seront prises en phase conception et exécution pour la gestion et le suivi d'éventuelles mesures compensatoires comme par exemple :

- ❖ des aménagements pour le faune
- ❖ des périmètres de protection et des panneaux d'information pour la flore
- ❖ limitation et contrôle sur l'introduction et la prolifération d'espèces invasives durant les travaux (dans les remblais, les engins de chantier,...).

2.8. Le traitement des nuisances acoustiques

Le Groupement proposera des principes de protection et fera réaliser une étude de dimensionnement des protections acoustiques nécessaires à la construction.

Une évaluation des nuisances du bâti et des services inhérents (flux des circulations des véhicules et des trains, nuisances des personnes et des systèmes de communication de la gare notamment) sera ainsi effectuée par un organisme indépendant.

2.9. Le respect du patrimoine

Le Groupement s'engage à respecter :

- ❖ Loi sur les fouilles archéologiques du 27/09/1941
- ❖ Code du Patrimoine et notamment ses articles L.531-14 et suivants relatifs aux découvertes archéologiques fortuites et L.621-1 et suivants relatifs aux monuments historiques.
- ❖ L'ensemble des engagements de l'Etat relatifs aux loisirs et au tourisme.

3. LIMITATION DE L'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT EN PHASE TRAVAUX

Le Groupement définira l'organisation, les techniques utilisées et les moyens à mettre en œuvre afin de répondre aux exigences en matière de protection de l'environnement.

3.1. En phase de préparation

Le Groupement précisera ses engagements en matière de :

- ❖ Optimisation de la performance énergétique du chantier et des émissions de gaz à effet de serre par poste avec solutions pour réduire le bilan-carbone.

Le Titulaire précise comment il traduit cet objectif dans l'organisation du chantier, notamment sur les postes les plus émissifs (consommation des engins, mode d'acheminement des matériaux, équilibre acier-béton de l'architecture des ouvrages d'art, traitement des terrassements à la chaux). ;

- ❖ Développement et emploi local, insertion sociale des personnes éloignées de l'emploi ;
- ❖ Sécurité et prévention des risques (formation et partenariat, accès au chantier et circulations, équipements individuels et collectifs, communication avec le public).

3.2. En phase travaux

En phase travaux, les actions à mener concernent principalement :

- ❖ Le paysage et le milieu naturel susceptible d'être affecté par les travaux ;
- ❖ L'ensemble des nuisances (sonores, visuelles, sur l'air, les poussières,)
- ❖ L'impact sur les eaux de surfaces et de ruissellement

Le Groupement rédigera :

- ❖ Une note de mise en place d'un « Chantier Vert » qui définira les mesures spécifiques à prendre en phase travaux, de même que les protections à mettre en œuvre, l'ensemble des documents, informations, interfaces à mettre en place, les emprises du chantier, y compris les terrassements, les pistes d'accès, les dépôts provisoires,...
- ❖ Une note d'Assurance Environnement qui définira les mesures générales en matière de management environnemental (études à mettre en place, système d'évaluation, schéma d'organisation avec types de contrôles, moyens humains dédiés, définition et application des sanctions,...)

Le Groupement nommera un Responsable Qualité/Sécurité/Environnement (QSE) qui effectuera des visites régulières et fréquentes du chantier et diffusera à RFF chaque mois un reporting environnemental qui reprendra le compte-rendu, les mesures et les actions durant cette période.

4. ORGANISATION ET MOYENS MIS EN PLACE

4.1. Organigramme

Le Groupement définira l'ensemble des moyens humains sur un organigramme, leur qualification et leur rôle dans la procédure de protection de l'environnement.

L'ensemble des moyens humains seront pilotés par le Responsable QSE qui aura à assurer à minima les missions suivantes :

- ❖ Elaborer et mettre au point le guide « Chantier Vert » en s'assurant de la conformité et de l'application des règles aux exigences du chantier afin de les rendre compatibles avec le phasage des travaux ;
- ❖ Assurer la diffusion des informations concernant le « Chantier Vert » ;
- ❖ Participer à la préparation du chantier afin de faire respecter les mesures de protection de l'environnement ;
- ❖ Sensibiliser, former et informer le personnel de terrain aux problèmes de l'environnement tant en phase de préparation de chantier qu'en exploitation ou qu'en phase de repliement et de restitution ;
- ❖ Préparer un livret d'accueil destiné au personnel de chantier qui récapitule les enjeux principaux du lot et les mesures générales liées à l'environnement ;
- ❖ Anticiper les problèmes d'environnement au fur et à mesure du déroulement du chantier et de l'arrivée de nouvelles entreprises ;
- ❖ Signaler toute infraction à l'entrepreneur et au maître d'œuvre dont il est l'interlocuteur pour les questions relatives à l'environnement ;
- ❖ Effectuer des visites régulières et fréquentes du chantier et diffuser au Maître d'Œuvre chaque mois un reporting environnemental ;
- ❖ Organiser et analyser les contrôles et essais relatifs à l'environnement ;
- ❖ Suivre le traitement des non-conformités jusqu'à leur clôture ;
- ❖ Tenir à disposition de RFF et mettre en évidence les éléments relatifs à la problématique environnementale dans le journal de chantier ;
- ❖ Fournir les documents éventuellement imposés par les services de l'Etat ;
- ❖ Etre présent lors des visites des services de l'Etat ;
- ❖ Faciliter l'accès des chantiers à la maîtrise d'œuvre et à ses préposés (Maître d'Ouvrage, police des eaux et autres services de l'Etat,...) ;
- ❖ Analyser les observations faites au cours des visites, de déclencher les actions qui en découlent ;

- ❖ Mettre en place et suivre la comptabilité des dispositifs environnementaux avec les contraintes de sécurité ;
- ❖ Assurer le suivi et la réparation des dommages aux tiers ;
- ❖ Participer aux actions de communication et de concertation.

4.2. La communication/l'interface

La communication se fera à plusieurs niveaux (interne au Groupement, au niveau des sous-traitants, au niveau local avec les élus, les diverses associations et services de l'Etat,...)

L'ensemble des données concernant l'environnement seront rassemblées et traitées par le personnel dédié du Groupement et extérieurs au Groupement (Moyens humains internes désignés pour l'animation, l'environnement, spécialistes de l'acoustique et de l'environnement, paysagistes,...).

Des réunions de travail seront régulièrement prévues en conception et en réalisation.

4.3. Les sous-traitants et cotraitants

Le Groupement définira les modalités du Plan d'Assurance Qualité pour la sélection des sous-traitants et cotraitants éventuels et notamment :

- ❖ Définition des moyens humains avec et les attributions des chargés d'environnement ;
- ❖ Relations entre toutes les entités (maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre et sous-traitants) ;
- ❖ La formation des sous-traitants (type de formation, périodes, personnel concerné,...) ;
- ❖ Le dispositif des contrôle mis en place et à respecter (interne, externe et extérieur).

4.4. Synthèse et bilan du PAE

Le Groupement réalisera un bilan / synthèse du PAE qui reprendra les aspects environnementaux et économiques.

Ce bilan reprendra les données des reportings réalisés tout au long du chantier et permettra :

- ❖ Evaluer les diverses solutions mise en place ;
- ❖ Contrôler le respect de l'engagement du Groupement